

Projet

Pour une Redevabilité Minière Efficace au Mali

Incubateur de redevabilité

Rapport final de mise en oeuvre des projets des accountapreneurs:

Ce rapport final présente le bilan exhaustif de la mise en œuvre des projets des Accountapreneurs. Il retrace l'intégralité du parcours d'implémentation, évalue l'atteinte des objectifs fixés et analyse les résultats obtenus au regard des défis rencontrés. Ce document représente un narratif stratégique de l'initiative, consolidant les leçons apprises et les recommandations pour la pérennité des actions entreprises.

Information Générale	Détails
Nom du Projet :	SOS ENVIRONNEMENT MALI
Nom de l'Accountapreneur	Béguelé CISSOUMA
Période de Rapportage:	<i>1er Nov. 2025 – 8 Mars. 2026</i>
Période Globale du Projet :	4 mois (Novembre 2025 – Février 2026)
Lieu d'implémentation du projet	Narena

Résumé des Acquis et Avancement Global

Avancement général :

Le projet a scrupuleusement suivi la feuille de route initiale divisée en deux phases distinctes. Entre novembre et décembre 2025, nous avons achevé la phase de mobilisation communautaire et de collecte de données techniques via des enquêtes de terrain. La seconde phase (janvier-février 2026) a permis de finaliser la rédaction et le dépôt institutionnel des rapports d'impact et notes de plaidoyer, malgré les contraintes administratives rencontrées en fin de parcours.

Résultats clés obtenus :

- *Renforcement du suivi et contrôle des normes environnementales dans les zones minières de Narena ;*
- *Renforcement de la participation communautaire à travers la mise en place d'un observatoire de veille environnementale et sociale pleinement opérationnel.*
- *Mise en place d'une "Civic Tech" : création d'un réseau de veille opérationnel via un groupe WhatsApp pour le partage d'alertes environnementales en temps réel.*
- *Officialisation du Plaidoyer : rédaction et dépôt officiel des rapports d'impact et de plaidoyer à la Préfecture le 29 janvier 2026.*

Changements majeurs :

L'interdiction temporaire d'intervention sur le terrain imposée par la Sous-préfecture a nécessité une réorientation stratégique. Nous avons basculé vers une veille numérique discrète (via les outils digitaux) et renforcé le dialogue via les canaux de médiation traditionnelle (leaders coutumiers) pour maintenir l'élan du projet sans heurter les autorités.

Avancement sur la base des objectifs spécifiques:

Objectif spécifique (OS)	Cible initiale	Résultat atteint	Commentaires / justification
OS 1 : renforcer le suivi et le contrôle des normes environnementales dans les zones minières de Narena (Narena-Bayan-Sebecourani-Kulaka)	100	100	Identification, mesure et documentation d'impact des activités minières, dépôt de rapport d'impact auprès des autorités compétentes

OS 2 : Plaidoyer et communication	50	100	Exigence d'un "Accord Cadre" par le Sous-préfet, bloquant la réunion des parties prenantes
-----------------------------------	----	-----	--

Défis rencontrés et mesures d'atténuation

Défis spécifiques:

- **Défis sociaux** : réticence initiale du village de Bayan, surmontée par l'utilisation de mécanismes traditionnels de gouvernance (médiation via les conseillers du village).
- **Défis administratifs** : exigence d'un "Accord Cadre" par le Sous-préfet, bloquant actuellement les réunions de concertation officielles.
- **Interprétation juridique** : divergence avec les sociétés minières sur le Code Minier concernant le moment de la réhabilitation des sites (progressive vs fin de cycle).

Mesures d'atténuation adoptées :

Recours à la médiation par les conseillers du village et les leaders coutumiers pour débloquer les tensions sociales. Utilisation d'outils numériques (WhatsApp) pour poursuivre la documentation des impacts de manière discrète.

Soutien du mentor/AL Mali requis :

Un accompagnement institutionnel d'AL Mali est nécessaire pour faciliter les démarches administratives liées à l'obtention de l'Accord Cadre auprès des autorités locales.

Success Stories (Histoires de réussite)

Le succès le plus marquant réside dans la résolution de la crise de confiance à Bayan. Initialement réticent au projet, le village a finalement adhéré à l'initiative grâce à l'implication des conseillers villageois et leaders traditionnels. Cette victoire confirme que l'ancrage social et le respect des structures de gouvernance locale sont les clés de la transparence minière. Cela démontre que même face à des intérêts complexes, le dialogue communautaire peut débloquer des situations de terrain jugées critiques.

Perspectives (Prochaines activités)

- Pérennité du projet

La stratégie de survie du projet repose sur l'autonomisation du réseau de veille citoyenne déjà établi et opérationnel. Bien que le financement initial touche à sa fin, l'initiative continuera de vivre à travers les piliers suivants :

- **Autonomie numérique** : L'utilisation du groupe WhatsApp (Civic Tech) permet de maintenir une coordination à coût nul, assurant la remontée d'alertes environnementales en temps réel sans dépendance logistique lourde.
- **Ancrage communautaire** : Les relais formés dans les villages de Naréna, Sébécourani, Bayan et Kulaka restent les propriétaires de la démarche, garantissant une surveillance de proximité indépendante des ressources externes.
- **Appropriation par les leaders coutumiers** : En impliquant les conseillers de village dans la résolution des conflits, nous avons transformé le projet en un outil de gouvernance locale qui ne nécessite plus de financement direct pour fonctionner.

➤ **Capitalisation des leçons apprises**

Les étapes à venir sont directement dictées par les enseignements tirés de ces quatre mois d'implémentation :

- **L'importance de l'ancrage institutionnel** : Le blocage administratif rencontré à la Sous-préfecture a démontré que la légitimité communautaire seule ne suffit pas ; l'obtention d'un « Accord Cadre » est une leçon apprise cruciale qui sera la priorité absolue de la prochaine phase.
- **La force de la médiation traditionnelle** : L'expérience de Bayan a prouvé que face à la réticence sociale, les mécanismes de dialogue traditionnels sont souvent plus efficaces que les approches purement techniques ou administratives.
- **La réhabilitation progressive comme compromis** : La divergence d'interprétation du Code Minier avec les sociétés industrielles nous a appris qu'un plaidoyer axé sur une « réhabilitation progressive » est plus réaliste et acceptable qu'une exigence de remise en état seulement en fin de cycle.

➤ **Ajustements stratégiques pour le long terme**

Pour maximiser les chances de réussite face aux défis de terrain, la méthodologie évolue vers un modèle hybride plus résilient :

- **Transition vers une veille discrète** : Afin de contourner les interdictions d'intervention temporaires, nous privilégions désormais la collecte de preuves documentaires (photos, vidéos) par les relais locaux de manière discrète, alimentant ainsi un dossier de plaidoyer solide sans exposer les membres à des tensions directes.
- **Action de plaidoyer juridique** : Le projet se concentre dorénavant sur la proposition d'une solution de conciliation qui lie les impératifs de reboisement aux cycles d'exploitation, offrant ainsi une voie de sortie aux autorités et aux miniers.
- **Support institutionnel ciblé** : La stratégie future inclut un appui spécifique de l'organisation AL Mali pour régulariser le statut administratif du projet auprès de la préfecture, garantissant ainsi un cadre d'action protégé.

